

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'Environnement
Réf : DACI/BDE/SV/MB/n°
C:\travail\COGNIS\Arrêtés\AP MD.doc

N° 1 4 6

ARRETE

de mise en demeure relatif à la société
COGNIS FRANCE à BOUSSENS

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007, et les prescriptions y annexées, autorisant la société COGNIS FRANCE à exploiter diverses activités, ZI de l'Estarac, à BOUSSENS ;

Vu l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 6 novembre 2009 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas mis à jour le Plan d'Opération Interne de son établissement (échéance triennale fixée par l'article 9.6.9.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007 susvisé) ;

Considérant que l'exploitant n'a pas précisé dans le Plan d'Opération Interne l'articulation entre le document POI et les procédures opérationnelles relatives à la maîtrise des procédés (exigée par le point 5 « gestion des situations d'urgence » de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 susvisé) ;

Considérant que l'exploitant n'a pas clôturé efficacement son établissement sur la totalité de sa périphérie en application de l'article 9.3.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007 ;

Attendu qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La société COGNIS FRANCE est mise en demeure :

- d'ici 7 jours, à compter de la notification du présent arrêté, de clôturer efficacement l'établissement sur la totalité de sa périphérie,
- sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, de mettre à jour le Plan d'Opération Interne.

ARTICLE 2 : A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

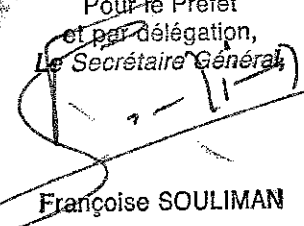
ARTICLE 3 : Délai et voie de recours

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Sous-préfet de MURET,
L'inspection des installations classées de la direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement et du logement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le 20 NOV. 2009

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN